

*Les produits importés maintiennent leurs niveaux de prix élevé sur les marchés*

**MESSAGES CLÉS**

- La situation sécuritaire globalement plus calme dans le centre, le sud et sud-ouest et la bonne pluviométrie favorisent des productions agricoles au-dessus de la moyenne en général dans le pays. Toutefois, les inondations, l'accès limité aux champs et la réduction des superficies emblavées du fait des retours tardifs de PDI dans leurs zones, entraînent des récoltes inférieures dans les préfectures du nord, du nord-ouest et du sud-est.
- La situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) continuera d'être observée entre octobre et mai dans les préfectures du nord-ouest et du sud-est du fait de l'accès limité aux champs et des restrictions de mouvements imposées par les groupes armés et qui affectent négativement leurs moyens d'existence. Avec des productions en-dessous de la moyenne, les ménages pauvres dans les préfectures de Bamingui-Bangoran et de la Vakaga dépendront précocement des marchés et seront exposés à l'insécurité alimentaire aigue Stress (Phase 2 de l'IPC) entre février et mai.
- Malgré une tendance à la baisse des nouveaux cas de COVID-19, il n'est pas exclu une éventuelle augmentation des transmissions communautaires les prochains mois avec les mobilisations de populations pendant la période électorale. La pandémie continuera de ralentir les activités économiques, de perturber les approvisionnements du pays en denrées importées et de limiter les flux migratoires ainsi que les transferts de la migration.

Résultats de la sécurité alimentaire estimés d'octobre 2020 à janvier 2021 (gauche) et février à mai 2021 (droite)

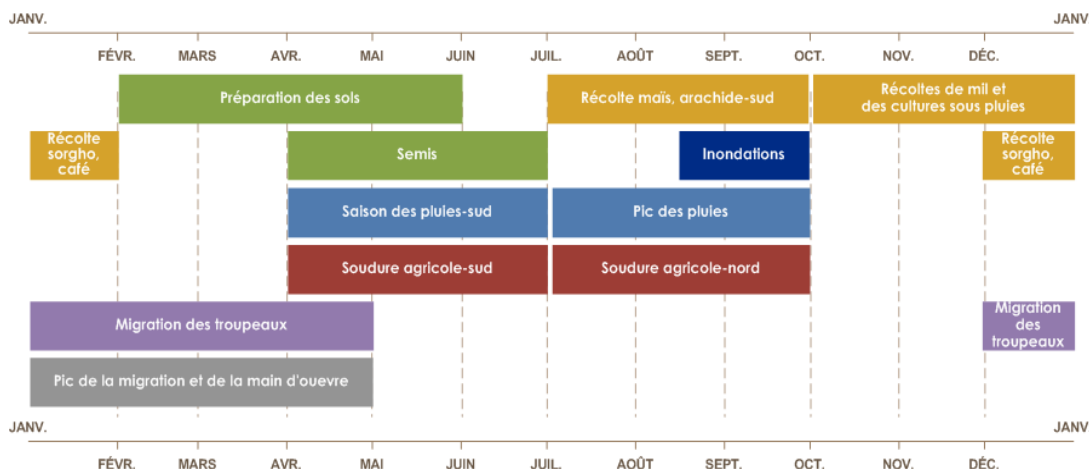


! Sévérité atténuée par l'assistance d'une façon significative

Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC-compatible. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire. Pour les pays suivis à distance par FEWS NET, un contour coloré est utilisé pour représenter la classification de l'IPC la plus élevée dans les zones de préoccupation.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNEE TYPIQUE**



Source: FEWS NET

ZONE	ANOMALIES ACTUELLES	ANOMALIES PROJÉTÉES
<i>Nationale</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Depuis mi-juillet, le nombre de nouveaux cas de COVID-19 a diminué et le cumul de cas confirmés est de 4 863 à la date du 27 octobre. Les tests réalisés sont limités à des cas suspects et aux personnes à risque et la plupart des décès ont lieux en milieu communautaire, la véritable ampleur de la pandémie n'est pas connue. Les bars restent fermés et les voyageurs en dehors du pays devront se soumettre au test. Cette pandémie continue d'impacter négativement les activités économiques, les échanges et migrations vers le Cameroun.</li> <li>Bien qu'en amélioration globalement par rapport aux deux dernières années, la situation sécuritaire reste précaire, en particulier dans les régions du nord, du nord-ouest et du sud-est. Dans ces régions, les groupes rebelles continuent d'exercer des exactions sur les populations et acteurs humanitaires et érigent des checkpoints contre les transporteurs et commerçants. Cela empêche la reprise normale des activités de moyens d'existence.</li> <li>Le cumul pluviométrique enregistré depuis le mois d'avril est excédentaire à très excédentaire sur l'ensemble du pays, causant ou exposant plusieurs localités à des inondations. Les inondations ont déjà entraîné la destruction d'habitats, de champs et d'autres biens dans les préfectures de Vakaga, Bamingui-Bangoran et Ouaka.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les rassemblements organisés dans le cadre des prochaines élections sont susceptible de favoriser les transmissions communautaires du virus. Il est donc probable que la situation sanitaire reste préoccupante et ne permette pas une reprise normale des activités économiques dans les prochains mois. Les importations de denrées alimentaires et les flux migratoires avec le Cameroun connaîtront des perturbations.</li> <li>Il est probable que les exactions de groupes armés et les tensions communautaires s'amplifient au fur et à mesure que l'on s'approche des élections présidentielles prévues en fin d'année. On pourrait alors s'attendre à un accroissement des déplacements internes, à une perturbation des activités agricoles et du fonctionnement des marchés.</li> <li>Les productions agricoles devraient demeurer globalement similaires à l'année passée et au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Toutefois, le disfonctionnement des marchés, les baisses localisées de production dans les zones de conflit et les comportements spéculatifs des commerçants pourraient continuer de maintenir les niveaux de prix des produits alimentaires élevés, en particulier les denrées importées.</li> </ul>

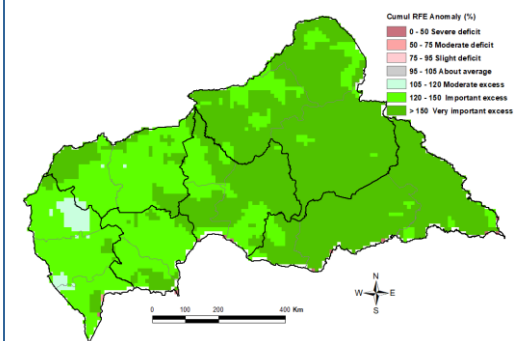
**PERSPECTIVE PROJÉTÉE À MAI 2021**

Depuis l'installation de la saison en avril, les pluies sont régulières et intenses avec des cumuls au 20 octobre excédentaires sur l'ensemble du pays comparativement à la moyenne (Figure 1). Depuis le mois d'aout, des inondations ont lieu dans plusieurs localités, notamment dans le nord et le centre. Selon les services techniques et autorités locales, ces inondations ont détruit environ de 900 ha de cultures à Ndélé, 530 ha à Alindao, 1 650 ha à Birao et plus de 52 ha à Bamabari. Elles ont également touché la sous-préfecture de Bimbo. Selon OCHA, en octobre, les inondations ont touché 15 000 personnes dans le pays. Avec la poursuite de la mousson et la montée des eaux dans des différents cours d'eau, d'autres localités, y compris la capitale pourraient être touchées.

La bonne pluviométrie et le renforcement des appuis des ONGs et du gouvernement en semences dans les zones relativement plus calmes dans le centre, le sud et le sud-ouest devraient contribuer à améliorer la productions agricole. Par contre, dans le nord, le retour tardif des déplacés dans leurs localités d'origine et le manque de semences ont limité les activités agricoles. A cela s'ajoute les effets néfastes des récentes inondations. Par ailleurs, dans le nord-ouest et dans le sud-est où les groupes armés sont actifs, les restrictions de mouvements et les déplacements de populations pourraient localement réduire les productions agricoles.

Les récoltes débutent assez normalement et constituent la principale source de nourriture pour la majorité des manages. Elles contribuent aussi à renforcer les disponibilités alimentaires sur les marchés locaux. Néanmoins, dans les zones victimes des

**Figure 1:** Anomalie RFE à la 2<sup>ème</sup> décade d'octobre/moyenne 2009-2018



Source: FEWS NET/USGS

inondations et des exactions des groupes armés, les achats alimentaires sur les marchés et les produits de la chasse, de la pêche et la cueillette sont des sources plus importantes.

La perturbation des activités au niveau du port de Douala, les tracasseries le long du principal corridor Bangui-Douala, les contrôles sanitaires au niveau des frontières, la dégradation de l'état des routes entraînent l'augmentation des délais d'approvisionnement des marchés et les coûts de transports. Les stocks commerçants en produits importés (riz, haricot et huile raffinée) sont inférieurs à la moyenne et ceux-ci en profitent pour spéculer les prix.

Sur les marchés, les prix des produits locaux de base, maïs et manioc, enregistrent des baisses modérées par rapport

au mois précédents et sont stables comparativement à l'année passée à la même période. Le prix du sorgho demeure toutefois en hausse, en moyenne de 52% par rapport à l'année écoulée en raison de l'offre encore faible sur les marchés et des perspectives mauvaises dans les zones de production du nord. En ce qui concerne les produits importés, notamment le riz et le haricot, les prix sont en hausse respectivement de 44 et 20% par rapport à l'année passée.

Malgré les perspectives de production globalement supérieures à la moyenne, les revenus des ménages restent inférieurs à la normale et continuent d'être négativement impactés par les pillages des groupes armés, le ralentissement de l'économie suite aux effets du COVID-19 et l'absence de débouchés du fait de l'enclavement des marchés. Ces revenus proviennent principalement de la vente des produits agricoles, du petit commerce et de la main-d'œuvre agricole et non agricole. Dans les localités de l'ouest frontalières avec le Cameroun, la restriction des mouvements de personnes suite à la pandémie, empêchent les producteurs de tirer profits des prix plus rémunérateurs sur les marchés voisins du Cameroun. Ce qui limite les flux migratoires et les transferts monétaires. Au niveau des centres urbains, la baisse des emplois dans le commerce et les activités génératrices de revenu, de 26% selon l'évaluation du Ministère du plan, affecte négativement les revenus et le pouvoir d'achat des ménages.

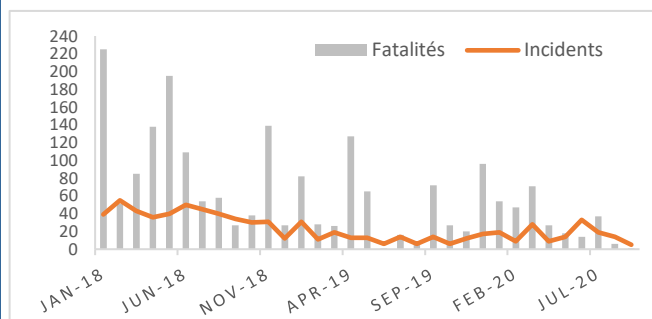
A la faveur de la situation sécuritaire globalement plus calme, le nombre de PDIs, estimés à 64 1292 en fin août par OCHA, connaît une légère baisse par rapport au mois de juin. Les mouvements de retour ont été principalement dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, Vakaga et Ouham. Par contre, de nouveaux déplacés ont entraîné des augmentations dans les préfectures de Ouham Pendé et Haut-Mbomou. Les PDIs représentent toujours au moins 20% de la population dans les préfectures de Basse-Kotto, Haut-Kotto, Mbomou, Haute-Mbomou et Nana-Gribizi.

Avec des productions supérieures à la moyenne, l'autoproduction représentera la principale source de nourriture des ménages pauvres dans les zones plus calmes du centre, du sud et du sud-ouest et favorisera une insécurité alimentaire aigue Minimale (Phase 1 de l'IPC) dans ces zones jusqu'en janvier. Toutefois, entre février et mai, la baisse des stocks et la baisse des revenus issus de la vente des produits agricoles limiteront l'accès des ménages à l'alimentation au moment où les prix entament leur hausse saisonnière. Cette dégradation de l'accès alimentaire exposera les ménages pauvres à stress (Phase 2 de l'IPC).

Les récoltes en-dessous de la moyenne dans les préfectures du nord et les impacts négatifs des inondations exposent les ménages pauvres de ces zones à l'insécurité alimentaire aigue stress (Phase 2 de l'IPC) jusqu'en janvier. Mais cette situation va se détériorer avec l'épuisement précoce de leurs stocks. A cela s'ajoutera la baisse des revenus due aux dépenses de logement ou de construction. Dans ces zones éloignées des centres de ravitaillement, l'approvisionnement des marchés en-dessous de la moyenne et la dépendance plus forte des ménages entraîneront des hausses atypiques de prix des denrées de base entre février et mai et les ménages pauvres feront face à l'insécurité alimentaire aigue Crise (Phase 3 de l'IPC).

Dans les zones soumises aux exactions des groupes armés dans le nord-ouest et sud-est, les ménages pauvres comptent plus sur l'assistance alimentaire et les achats sur les marchés en raison de l'accès réduit aux champs et les restrictions de mouvements qui limitent les opportunités d'accès aux produits de la chasse et de la cueillette. En septembre, les acteurs humanitaires ont assisté 9 050 personnes dans le nord-ouest. Cependant en raison de l'insécurité et du mauvais état des routes, l'assistance est insuffisante et irrégulière. L'insécurité alimentaire aigue Crise (Phase 3 de l'IPC) sera présente dans ces zones d'octobre à mai.

**Figure 2.** Evolution des incidents de sécurité et des fatalités de janvier 2018 à septembre 2020



Source: FEWS NET/ACLED data